

PROTESTA DANS L'ÉDUCATION

Le Satef rejoint la grève

Le Satef, Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation, prendra part à la grève de trois jours (les 25, 26 et 27 du mois en cours) à laquelle ont appelé l'Unpef et le Cnapest. C'est ce qu'a déclaré le secrétaire général de ce syndicat, B. Amoura, dans un point de presse tenu à Tizi-Ouzou, dans la journée d'hier.

«Nous adhérons totalement à ces revendications que le Satef a déjà formulées dans une plate-forme présentée à la tutelle en 1997», dira le secrétaire général du Satef. Cette action de protesta-

tion d'envergure nationale, qui sera suivie de sit-in au niveau de chaque wilaya et qui sera reconduite chaque semaine, vient en soutien de nombreuses doléances, essentiellement

d'ordre socioprofessionnel.

Celles-ci sont relatives, notamment, à la comptabilisation de l'indemnité des activités et des travaux complémentaires (IATC), à la réduction de l'âge de départ à la retraite, à la révision du statut particulier qui a lésé certains corps de travailleurs de l'éducation, au rétablissement du droit au logement socio-éducatif au profit des travailleurs du secteur ainsi qu'à la promulgation d'un nouveau texte

pour une gestion transparente et rigoureuse des œuvres sociales de l'éducation.

Le syndicaliste du Satef, tout en saluant l'abrogation par les pouvoirs publics de l'article 158/94 qui octroie la gestion exclusive des œuvres sociales à l'UGTA, insistera sur l'urgence de la promulgation d'un nouveau texte qui fixe et organise de nouvelles règles de gestion. Le conférencier réfutera l'existence d'une structure parallè-

le au sein du Satef. «Nul n'a le droit de parler au nom du Satef, ni de l'engager dans une quelconque action à la place des instances dirigeantes actuelles qui ont acquis une légitimité organique et juridique lors du congrès de M'sila», dira M. Amoura.

Une légitimité qui, selon lui, a été même reconnue par les pouvoirs publics et la tutelle.

S. A. M.

ÉBULLITION SOCIALE À LA CITÉ DES HAMMADITES

Béjaïa coupée du reste du monde

La fermeture des routes nationales semble détrôner tous les sports dans la wilaya de Béjaïa. Il n'y a pas une journée sans que les RN 9, 12, 24 et 75, traversant le territoire de cette région de Kabylie, ne soient coupées à la circulation par des citoyens pour exprimer leur ras-le-bol devant une multitude de problèmes, notamment l'incurie des pouvoirs publics qui demeurent non réceptifs.

Hier, c'est toute la population de la commune de Toudja qui est descendue dans la rue afin d'isoler le chef-lieu de la wilaya de Béjaïa, en guise de mécontentement.

Les citoyens de cette localité revendiquent, essentiellement, le raccordement au réseau de gaz naturel de leur commune, promis de longue date par les responsables de la wilaya et de la Sonelgaz. Les révoltés de Toudja ont monté des barricades fermant les accès à Béjaïa-ville, très tôt dans la matinée d'hier, provoquant une pagaille générale dans tous les sens de la circulation. Les forces de l'ordre ne sont pas intervenues, comme à l'accoutumée. «Je ne sais pas s'il y a vraiment des autorités dans ce bled, n'im-

porte qui ferme la route nationale, chaque jour on vit le même calvaire, c'est vraiment honteux et pour ces gens et pour l'État qui ne lève pas le doigt devant ces dépassements sans limites. Franchement, on est dans une jungle et non dans une société civilisée», nous dira sur un ton extrêmement coléreux, un automobiliste qui nous a joint par téléphone, hier dans la matinée. Celui-ci n'a pu regagner l'aéroport Abane-Ramdane afin de déposer sa famille pour le retour des vacances de Pâques.

Du côté de l'Université de Béjaïa, le même climat de tension règne depuis les événements du 5 avril dernier où des centaines d'étudiants ont procédé au sacage du rectorat. Des rassemble-

ments de protestation se tiennent quotidiennement à longueur de journée dans les campus.

Dans une déclaration, parvenue à notre rédaction à l'issue de l'assemblée générale des enseignants, qui se sont réunis mardi dernier, ces derniers jugent que la situation grave que traverse leur institution constitue une atteinte grave à l'éthique et à la déontologie de l'Université. «Ce n'est là qu'une diversion pour éluder la responsabilité du recteur quant à l'origine de la violence : l'intrusion de celui-ci, accompagné d'agents de sécurité au niveau de la table

d'information des étudiants est une provocation», lit-on dans ledit communiqué. Dans leur déclaration, les enseignants ont non seulement condamné la violence dont ont été victimes les étudiants lors de cette journée du 5 avril mais demandent aussi un changement immédiat au sein de leur établissement.

Suite à ces événements qui ont émaillé l'Université de Béjaïa, semant un véritable désordre pédagogique, où les cours sont carrément boudés depuis plusieurs mois, un autre mouvement est né, appelé Meca (Mouvement des étudiants contre l'anarchie).

Selon une déclaration de ce dernier, le Meca est créé à la base d'une plate-forme de revendications légitimes aux problèmes que vit l'étudiant, qui ont pris une autre ampleur et d'autres buts qui sont loin des aspirations de l'étudiant de l'Université de Béjaïa.

Les étudiants affiliés à ce mouvement ont appelé leurs camarades à crier «non à l'anarchie», «non à la manipulation des partis politiques», «non au détournement des revendications légitimes», «non au blocage des cours et non à la fermeture des campus».

Kamel Gaci

CARREFOUR DE L'EMPLOI 2011

Les jeunes diplômés saisissent les opportunités de recrutement

Des centaines de jeunes ont afflué hier à Riadh-El-Feth où se tient la cinquième édition du Salon national de l'emploi et de l'entrepreneuriat «Carrefour de l'emploi 2011». CV en main, les diplômés ont arpenté l'espace exposition où les entreprises et les écoles ont recueilli leurs demandes d'emploi ou de stage.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Selon le docteur Ali Belkhir, le «Carrefour de l'emploi 2011» est une rencontre entre deux entités qui sont les entreprises ou les écoles à la recherche de compétences et les étudiants et les jeunes diplômés en quête d'un emploi ou d'un stage.

La trentaine d'entreprises participantes représentent, selon les organisateurs, pratiquement tous les secteurs d'activité (télécoms, énergie, transport, automobile, agroalimentaire, industrie pharmaceutique et services). Lors des éditions précédentes, la manifestation a permis, selon M. Belkhir, le

recrutement en direct de nombreux candidats à l'emploi, en majorité des universitaires, les a guidés dans le choix de leur carrière ou les a préparés à la création de leur propre entreprise. Cette rencontre met en contact direct les visiteurs et les exposants quant au volet accès à l'emploi, relève ses initiateurs. Dans le programme du salon, figure aussi une série de conférences thématiques et d'ateliers relatifs à des thèmes comme la réalisation d'un CV, la préparation à l'entretien d'embauche et l'orientation, le bilan de compétences ainsi que la création d'entreprises. L'agence 3C organise

cette 5<sup>e</sup> édition du Salon national de l'emploi et de l'entrepreneuriat sous le thème «Un carrefour des compétences et des idées novatrices». La 4<sup>e</sup> et précédente édition du salon de l'emploi a vu la participation de plus de 40 entreprises et institutions, tous domaines confondus, et a accueilli plus de 20 000 visiteurs, majoritairement des universitaires et des professionnels, expliquent les organisateurs qui relèvent un engouement croissant des jeunes chaque année à l'occasion de la manifestation.

Les diplômés ou les universitaires ont ainsi le loisir de s'inscrire dès leur arrivée. Munis d'un badge, ils font le tour des entreprises ou écoles participantes en vue de glaner des informations ou simplement déposer des CV en vue d'un éventuel recrutement.

F.-Z. B.

EL-TARF

Le magnat de la filière ferraille acquitté à Constantine

Selon des sources dignes de foi, le magnat de la ferraille, Hacène Fellah, aurait été acquitté, lundi 18 avril, au niveau du pôle judiciaire de la wilaya de Constantine, spécialisé dans les crimes économiques.

Accusé, entre autres, et principalement de blanchiment d'argent et d'évasion fiscale pour un montant de 700 milliards de centimes et condamné par le tribunal criminel d'Annaba le 3 mai 2010 à 10 ans de prison ferme assortie d'une amende de 3 millions de dinars, Hacène Fellah a fait appel et son affaire a été jugée en deuxième instance au niveau du pôle judiciaire de Constantine, ce lundi. Dans cette affaire qui continue à défrayer la chronique dans les wilayas d'El-Tarf et Annaba, il y a lieu de signaler que deux cadres de la Direction des impôts de la wilaya d'El-

Tarf qui ont écopé de la même condamnation que le principal accusé, soit 3 ans de prison ferme, ont été blanchis lors dudit procès. Selon nos sources, «cette affaire d'un homme puissant qui, jadis, était vice-président de l'APW d'Annaba et président de l'association des prisonniers, n'a pas livré tous ses secrets. Et pour cause, elle s'apparente à une véritable cavale orchestrée par des officines locales à l'encontre d'un homme d'affaires, militant par ailleurs du RND et dont il était un des plus grands pourvoyeurs de fonds lors des différentes échéances électorales».

Reste que Hacène Fellah, qui vient de passer deux années en prison, aura-t-il l'audace de révéler l'identité de ceux qui ont voulu sa mort en tant qu'homme d'affaires et politique de la région ou s'enfoncera-t-il dans le mutisme ? Daoud Allam

SOUS-TRAITANCE

Une série de propositions pour organiser le secteur

Le Conseil national consultatif pour la promotion des PME formule des propositions pour l'organisation du secteur de la sous-traitance en Algérie. «Nous préparons un document pour le développement de la sous-traitance dans notre pays. Tous les éléments seront définis et les filières concernées déterminées», a déclaré le président du Conseil national consultatif pour la promotion des PME, Zaïm Bensaci, hier au forum d'El Moudjahid, lors d'une rencontre sur la stabilité politique et ses conséquences sur les anticipations des agents économiques. Rappelant l'importance du marché de la sous-traitance en Algérie, il a assuré que son développement dépend de «l'implication et de l'adhésion» des grands donneurs d'ordres. Il a, ainsi, plaidé pour une politique de création d'entreprises et a préconisé le dialogue avant toute décision stratégique avec les opérateurs économiques notamment, pour «éviter les dégâts», dit-il.

En outre, Bensaci a estimé que le secteur économique privé a été marginalisé. «Après plusieurs années de terrorisme qui ont détruit l'économie nationale, seules les sociétés publiques ont été soutenues et réanimées», a-t-il expliqué. Pour lui, la dichotomie entre le secteur public et privé n'a pas lieu d'être. Pour sa part, Malek Seraï, consultant international, a sévèrement critiqué le recours à la loi de finances complémentaire régulièrement. «Si on avait des parlementaires forts et armés de technicité, on n'aurait pas besoin d'adopter une loi de finances complémentaire tous les six mois. Cela porte préjudice à notre image de marque à l'échelle nationale», dira-t-il. Pour lui, la stabilité politique doit être suivie d'une «stabilité de lois».

Evoquant les mouvements de protestations que connaissent les différents secteurs, l'intervenant a affirmé que les syndicats sont en train de «s'affaiblir et de perdre de leur crédibilité». Quant aux partis politiques, il estime que «le monopole de groupes d'intérêts a pris le dessus sur les intérêts des citoyens éloignant ainsi, les formations politiques de leurs vocations». S'agissant du chômage, Ramdane Taâzibt, membre du groupe parlementaire du Parti des travailleurs (PT), a indiqué, de son côté, que «l'emploi précaire n'est pas une solution». Il a estimé également, que «le financement des différents dispositifs de soutien à l'emploi aurait mieux servi à la création de complexes industriels et à relancer ceux qui ont été fermés».

Rym Nasri